



# APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT INTERNATIONAL

N° 005 /AMII/ADC/2022 DU 06 / 12 /2022

**POUR L'ASSISTANCE À MAITRISE  
D'OUVRAGE DU PROJET DE RÉNOVATION DE  
L'AÉROGARE PASSAGERS DE L'AÉROPORT  
INTERNATIONAL DE DOUALA  
(PROJET RAP-AID)**

**NOVEMBRE 2022**

**PAYS : CAMEROUN****PROJET DE RÉNOVATION DE L'AÉROGARE PASSAGERS  
DE L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE DOUALA  
(PROJET RAP-AID)****Avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt**

La « société Aéroports Du Cameroun S.A » (ADC S.A) souhaite solliciter un financement de l'Agence Française de Développement (l'AFD), et a l'intention d'utiliser une partie du montant de celui-ci pour effectuer les paiements au titre de l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage du projet sus-cité.

Le budget envisagé pour cette prestation est de l'ordre de 1 350 000 €. Cette information est donnée à titre indicatif et constitue un budget maximum à ne pas dépasser (budget plafond).

L'AMO sera mobilisée en phases études et exécution des travaux dans le cadre de ce projet.

**En phase études, les prestations (non exhaustives) attendues de l'AMO portent sur :**

**1) *Phase N°1 : L'Accompagnement du Maître d'Ouvrage dans l'examen et l'évaluation technique des études réalisées par les Maîtres d'œuvres (MOE), dans le cadre d'une Commission de Suivi et de Recette Technique.***

- Assurer le suivi, la supervision, le contrôle et la coordination de l'exécution des prestations des missions des MOE (études de faisabilité, études de conception architecturale et d'ingénierie) ;
- Examiner et évaluer, au sein d'une Commission de Suivi et de Recette Technique, les éléments de maturation du projet produits par les MOE (études de faisabilité, études de conception architecturale et d'ingénierie) et formuler des avis techniques ;
- Organiser et participer à la validation et à la réception des livrables des missions des MOE ;
- Vérifier et engager sa responsabilité sur les quantités à prendre en attachement pour les missions des MOE, puis approuver et signer les projets de décomptes issus desdites quantités qui seront transmis à l'Ingénieur du Marché ;
- Examiner les Termes de Référence et stabiliser avec la participation de l'équipe technique du Maître d'Ouvrage, le cahier de charges pour les

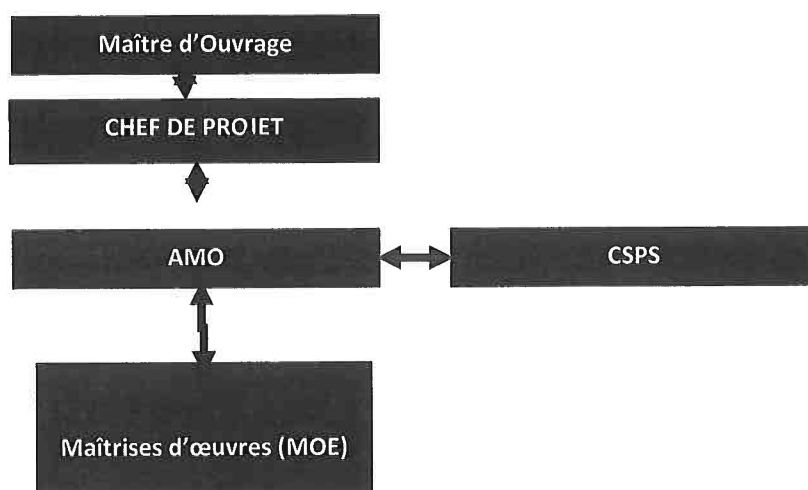
missions de MOE (études de conception architecturale et d'ingénierie) et de BCQ.

Dans le cadre de cette phase, suivant le planning approuvé pour la réalisation des prestations des missions du MOE, l'AMO est tenu d'organiser des réunions d'évaluation et de coordination des opérations de manière séquentielle en fonction du rythme de production des livrables. Ces réunions permettront au Chef de Projet et à l'Ingénieur du Marché de constater l'avancement des prestations des missions du MOE. Les observations faites à cette occasion feront l'objet d'un procès-verbal conjointement signé de l'ensemble des participants.

Des réunions d'évaluation et de coordination des missions du MOE pourront également être organisées à la demande explicite du Chef de Projet ou de l'Ingénieur du Marché.

L'AMO transmettra systématiquement au Chef de Service du Marché (Chef de Projet) et à l'Ingénieur du Marché, les Procès-Verbaux des réunions d'évaluation et de coordination des prestations des missions des MOE, accompagnés de notes particulières du Chef de Mission de l'AMO, ressortant les mesures éventuelles à prendre, ainsi que les recommandations à mettre en œuvre, pour maîtriser au mieux les risques éventuels de dérapage du calendrier du projet.

Le schéma de communication entre les différents intervenants est le suivant :



**N.B:**

- ✓ Les réunions d'évaluation et de coordination de l'exécution des prestations des missions du MOE, se tiendront au siège de l'AMO, ou à distance (sur Vidéo conférence) et éventuellement sur le site du projet en cas de nécessité. Le Chef de Projet (Chef de Service du Marché) sera consulté suivant l'importance des sujets à aborder, pour le choix du lieu de la tenue de la réunion ;
- ✓ Dans cette phase, la mission CSPS se comporte comme l'Expert Sûreté,

*Sécurité en Exploitation aéroportuaire de l'AMO ;*

- ✓ *La fin de la phase N°1 est marquée par l'obtention des ANO du Comité de Maturation des projets, de la Commission Spéciale de Passation des Marchés (CSPM) de ADC.SA, du Bailleur de Fonds et du Conseil d'Administration de ADC.S.A sur le Dossier de Consultation des Entreprises des travaux et sur le Dossier de Consultation Restreinte pour la mission de contrôle qualité des travaux (BCQ).*

**En phase travaux (subdivisée en trois (03) phases), les prestations attendues de l'AMO portent sur :**

***2) Phase N°1 ETUDES MOE : Préalables au bon démarrage des travaux.***

- Suivre l'ensemble des études en AMO auprès d'ADC pour les missions d'études de la MOE, en aidant ADC à émettre des avis sur les documents d'études produits : étude de faisabilité, APs, APD, PRO, DCE et appel d'offre.
- Assurer un accompagnement d'ADC pour le suivi, la supervision et la coordination de l'exécution des prestations des missions de MOE, du CSPS et de BCQ.
- Participer dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des acteurs opérationnels de gestion de l'exploitation aéroportuaire, l(es) entreprise(s) des travaux, le MOE, la mission CSPS et le BCQ à la présentation et à la consolidation du Plan Général de Coordination du chantier (PGC), du Plan de Prévention des Risques (PPR), des modes et messages de communication à l'attention des usagers pendant l'exécution des travaux ;
- Participer sous la coordination de la mission CSPS et en relation avec l(es) entreprise(s) des travaux, le MOE, le BCQ et l'Unité de gestion opérationnelle du projet en phase travaux, à l'élaboration du Rapport d'Etudes d'Impact des Risques sur la sécurité de l'Exploitation aéroportuaire ;
- Participer à l'inspection du chantier réalisée par le CSPS avec l(es) entreprise(s) retenue(s), le MOE, le BCQ et le Maître d'Ouvrage pour :
  - ✓ Délimiter le périmètre du chantier ;
  - ✓ Matérialiser les zones de dangers spécifiques ;
  - ✓ Matérialiser les voies de circulation du personnel, des véhicules et des engins ;
  - ✓ Définir, les emplacements des installations sanitaires, les vestiaires, les locaux de restauration du personnel, les zones de stationnement des véhicules et engins etc... ;
  - ✓ Arrêter les consignes de sécurité et autres.

***N.B: La fin de la phase N°1 est marquée par le démarrage effectif des travaux.***

3) *Phase N° 2 TRAVAUX : Suivi, supervision et coordination de l'exécution des prestations des missions de Maîtrise d'œuvre (MOE), de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) et du Bureau de Contrôle Qualité (BCQ).*

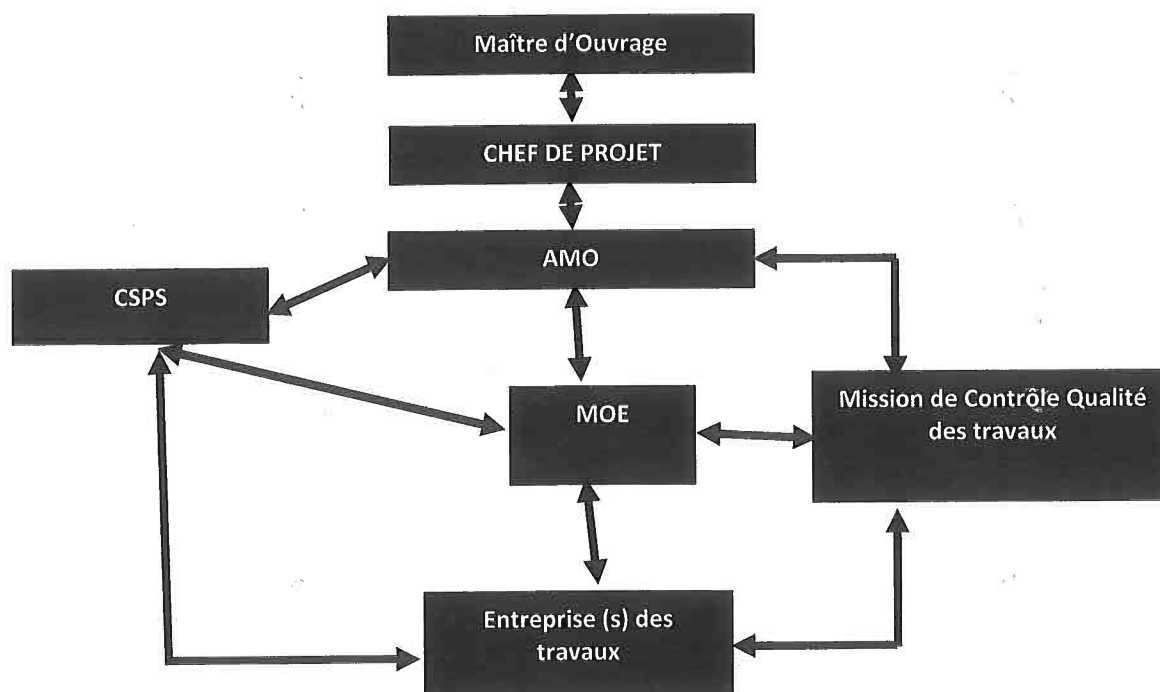
- Assurer le suivi, la supervision et la coordination de l'exécution des prestations des missions MOE, CSPS et BCQ ;
- Organiser et participer dans le cadre d'une Commission de Suivi et de Recette Technique aux réceptions des livrables des missions MOE, CSPS et BCQ ;
- Assister aux Opérations préalables de Réception (OPR) des travaux.
- Vérifier et engager sa responsabilité sur les quantités à prendre en attachement pour les missions MOE, CSPS et BCQ, puis approuver et signer les projets de décomptes issus desdites quantités qui seront transmis à l'Ingénieur du Marché ;
- Assurer l'accompagnement de l'ensemble du personnel opérationnel de l'Aéroport International de Douala pour son adaptation progressive, pendant l'exécution des travaux, à la nouvelle configuration de l'aérogare passagers ainsi que pour la prise en main des équipements et installations du Terminal rénové jusqu'à la mise en service dudit Terminal. Cet accompagnement comprend également l'élaboration, la rédaction et la mise en place de nouvelles procédures opérationnelles d'exploitation.

Dans le cadre de cette tranche, l'AMO est tenu d'organiser des réunions mensuelles de coordination de l'exécution des prestations intellectuelles. Ces réunions permettront à l'Ingénieur du Marché de constater l'avancement de l'exécution des prestations des missions MOE, CSPS et BCQ. Les observations faites à cette occasion feront l'objet d'un procès-verbal conjointement signé de l'ensemble des participants.

Des réunions de coordination de l'exécution des prestations intellectuelles pourront également être organisées à la demande explicite de l'Ingénieur du Marché ou du Chef de Service du Marché.

L'AMO transmettra systématiquement à l'Ingénieur du Marché et au Chef de Projet, le Procès-Verbal de la réunion de coordination signé de l'ensemble des participants, après chaque réunion.

Le schéma de communication entre les différents intervenants est le suivant :



***N.B. : La fin de la phase N° 2 est marquée par la signature du procès-verbal de réception provisoire des travaux.***

***4) Phase N° 3 SUIVI RECEPTION DES TRAVAUX : Gestion de la période de Garantie de Parfait Achèvement (GPA) des travaux.***

- Procéder à trois (03) audits et évaluation du personnel opérationnel dans le respect des procédures d'exploitation mises en place pour la prise en main des équipements nouvellement installés et des installations rénovées ;
- Procéder à la validation du dossier de récolement des travaux.

***N.B. : La fin de la phase N° 3 est marquée par la signature du procès-verbal de réception du rapport final de la mission d'AMO par la Commission de Recette des Prestations.***

La « société Aéroports Du Cameroun » (ADC S.A) invite les Candidats à manifester leur intérêt à fournir les Services décrits ci-dessus.

Cet Appel à Manifestation d'Intérêt s'adresse aux Consultants installés en république du Cameroun ou à l'étranger.

Les critères d'éligibilité à un financement de l'AFD sont spécifiés à l'Article 1.3 des "Directives pour la Passation des Marchés financés par l'AFD dans les États étrangers", disponibles en ligne sur le site internet de l'AFD : <http://www.afd.fr>.

Les Candidats ne peuvent soumettre qu'une seule candidature en leur nom propre ou en Groupement. Si un Candidat (y compris le membre d'un

Groupement) soumet ou participe à plusieurs candidatures, celles-ci seront éliminées. En revanche, un même Sous-traitant peut participer à plusieurs candidatures.

Si le Candidat est constitué en Groupement, la Manifestation d'Intérêt doit inclure :

- une copie de l'accord de Groupement conclu par l'ensemble de ses membres,

ou

- une lettre d'intention de constituer un Groupement, signée par tous ses membres et accompagnée d'une copie de l'accord de Groupement proposé.

En l'absence de ce document, les autres membres seront considérés comme Sous-traitants.

Les références et qualifications des Sous-traitants ne sont pas prises en compte dans l'évaluation des candidatures.

Les Candidats intéressés doivent produire les informations démontrant qu'ils sont qualifiés et expérimentés pour réaliser les présents Services. A ce titre, ils justifieront qu'ils possèdent des références de prestations récentes et similaires.

Le caractère similaire des références sera analysé en fonction :

- De l'ampleur des marchés ;
- De la nature des Services d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage ;
- Du domaine et de l'expertise technique dans l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage des projets de construction et /ou de réhabilitation des ERP et des aéroports passagers d'aéroport. ;
- Du contexte géographique, au Cameroun ou dans la région, en français.

La « société Aéroports Du Cameroun » (ADC S.A) examinera également la pertinence des Manifestations d'Intérêt au regard des critères suivants :

**A- Pour les candidats dont le siège social se trouvent au Cameroun :**

- a) Une déclaration de manifestation d'intérêt faisant apparaître : la raison sociale du cabinet, l'adresse du siège social et les pouvoirs délégués au signataire le cas échéant ;
- b) Un certificat de non-faillite ;
- c) Une attestation de non redevance ;
- d) Un registre de commerce ;
- e) La carte de contribuable ou l'attestation d'immatriculation ;
- f) Une attestation de domiciliation bancaire ; ✓

- g) Un certificat de non-exclusion des marchés publics ;
- h) La Certification ISO 9001 en cours de validité ;
- i) Les Références en prestations récentes et similaires ;
- j) La Qualité du personnel ;
- k) Les Moyens matériels.

*En cas de groupement, chaque membre du Groupement doit présenter un dossier administratif complet ; les pièces a), f) et h) étant uniquement présentées par le mandataire du groupement le cas échéant.*

**B- Pour les candidats dont le siège social se trouvent à l'étranger :**

- a) Une déclaration de manifestation d'intérêt faisant apparaître : la raison sociale du cabinet, l'adresse du siège social et les pouvoirs délégués au signataire le cas échéant ;
- b) Un certificat de non-faillite ;
- c) L'extrait K-bis ;
- d) L'attestation de régularité fiscale ;
- e) Une attestation de domiciliation bancaire de la structure, délivrée par une banque de premier ordre à l'étranger ;
- f) Contrat de sous-traitance avec un consultant local (BET) pour le consultant à l'international qui n'est pas en groupement avec un BET local ;
- g) La Certification ISO 9001 en cours de validité ;
- h) Les Références en prestations récentes et similaires ;
- i) La Qualité du personnel ;
- j) Les Moyens matériels.

*En cas de groupement, chaque membre du Groupement doit présenter un dossier administratif complet ; les pièces a), e) et g) étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.*

**Nota Benne :**

- (1) En cas de groupement, Le consultant devra produire une convention de groupement qui désignera formellement le mandataire ;
- (2) L'absence ou la non- validité de l'une des pièces ci-dessus citées entraînera l'élimination du candidat ;
- (3) Les groupements entre les consultants locaux et étrangers sont encouragés. Dans ce cas de figure, le Mandataire produira la Certification ISO 9001 en cours de validité.

En cas de Groupement, son mandataire ainsi que tout membre ayant son siège en dehors du pays du Client devront remplir chacun de ces critères.

Une candidature ne répondant pas à l'une quelconque de ces exigences sera écartée.

ADC S.A dressera une liste restreinte de six (6) Candidats maximum, présélectionnés sur la base des candidatures reçues, auxquels il adressera la Demande de Propositions pour la réalisation des Services requis.

Chaque manifestation d'intérêt rédigée en français ou en anglais en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, plus la version électronique, devra parvenir au Département de la Gestion Administrative des Marchés de la société Aéroports Du Cameroun S.A, porte 0104, sise à l'Aéroport International de Yaoundé-Nsimalen, au plus tard le 27 / 12 / 2022 à 12 heures, et devra porter la mention :

**APPEL À MANIFESTATION D'INTÉRÊT INTERNATIONAL**

N° 005 / AMII / ADC / 2022 DU 06 / 12 / 2022

**POUR L'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET DE  
RÉNOVATION DE L'AÉROGARE PASSAGERS DE L'AÉROPORT  
INTERNATIONAL DE DOUALA**

**(PROJET RAP-AID)**

« À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

Les candidats pourront obtenir des informations complémentaires à la Direction Générale de la société Aéroports Du Cameroun S.A, sise à l'Aéroport International de Yaoundé Nsimalen, dans les bureaux du Chef de Projet répondant à l'adresse électronique suivante : emmanuel.sime@adcsa.aero avec copie mail à l'adresse ci-après : dg.sec@adcsa.aero. Numéros de téléphone : (+237) 222 23 45 21/ (+237) 222 23 36 02, Numéro de télécopie : (+237) 222 23 45 20.

05 DEC 2022

Yaoundé, le

LE DIRECTEUR GENERAL

**Ampliations**

- Conseil d'Administration ADC S.A ;
- MINMAP ;
- ARMP ;
- CT3 (pour information) ;
- DX.DLA (pour affichage) ;
- Département de la Gestion Administrative des marchés (pour archivage) ;
- Service du Courrier (pour affichage) ;
- Site internet ADC SA ([www.adcsa.aero](http://www.adcsa.aero)).



Thomas Ouona Nsimou

---

## COUNTRY : CAMEROON

---

### RENOVATION PROJECT OF THE PASSENGER TERMINAL OF THE DOUALA INTERNATIONAL AIRPORT(RAP-AID PROJECT)

#### Call for Expressions of Interest

ADC.SA PLC wishes to apply for funding from the French Development Agency (AFD), and intends to use part of the amount to make payments for the project management assistance for the above-mentioned project.

The budget envisaged for this service is of the order of €1,350,000. This information is given as an indication and constitutes a maximum budget not to be exceeded (ceiling budget).

The AMO will be mobilized in the study and execution phases of the works within the framework of this project.

In the study phase, the (non-exhaustive) services expected from the AMO concern:

1) STEP :1 Accompanying the project owner in the examination and technical evaluation of the studies carried out by the Project Managers (MOE), within the framework of a Monitoring and Technical Acceptance Commission.

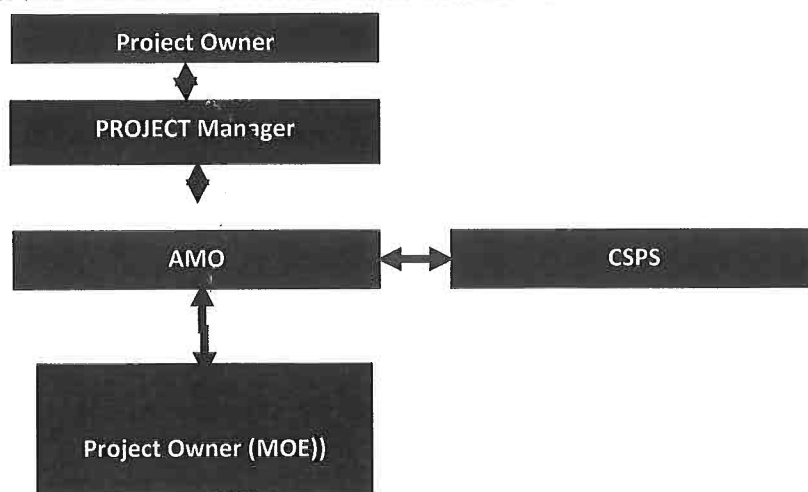
- Ensure the follow-up, supervision, control and coordination of the execution of the services of the MOE missions (feasibility studies, architectural and engineering design studies);
- Examine and evaluate, within a Monitoring and Technical Acceptance Commission, the project maturation elements produced by the EPCs (feasibility studies, architectural and engineering design studies) and formulate technical opinions;
- Organize and participate in the validation and acceptance of the deliverables of the EMO missions;
- Verify and take responsibility for the quantities to be attached to the EPC assignments, then approve and sign the draft breakdowns resulting from the said quantities which will be transmitted to the Contract Engineer;
- Examine the Terms of Reference and stabilize, with the participation of the Project Owner's technical team, the specifications for the EPC (architectural design and engineering studies) and QCB assignments. c

As part of this phase, according to the schedule approved for the performance of the services of the MOE missions, the AMO is required to organize meetings for the evaluation and coordination of operations in a sequential manner according to the rate of production of the deliverables. . These meetings will allow the Project Manager and the Contract Engineer to see the progress of the services of the MOE missions. The observations made on this occasion will be the subject of a report jointly signed by all the participants.

Evaluation and coordination meetings of MOE missions may also be organized at the explicit request of the Project Manager or the Contract Engineer.

The AMO will systematically send to the Head of the Contract Service (Project Manager) and to the Contract Engineer, the Minutes of the meetings for the evaluation and coordination of the services of the MOE missions, accompanied by specific notes from the Head of Mission of the AMO, highlighting the possible measures to be taken, as well as the recommendations to be implemented, to better control the possible risks of slipping of the schedule of the project.

The communication plan between the different stakeholders is as follows:



**N.B :**

- ✓ *Meetings to evaluate and coordinate the performance of the EPC's tasks will be held at the headquarters of the ACA, or remotely (by video conference) and possibly at the project site if necessary. The Project Manager (Contract Manager) will be consulted, depending on the importance of the subjects to be discussed, for the choice of the meeting venue;*
- ✓ *In this phase, the CSPA mission acts as the AMO's Safety and Security Expert in airport operations;*
- ✓ *The end of phase N°1 is marked by the obtaining of the NDAs from the Project Maturation Committee, the Special Commission for the Award of Contracts (CSPM) of ADC.SA, the Donor and the Board of Directors of ADC.S.A on the Consultation File for the works and on the Restricted Consultation File for the quality control mission of the works (BCQ).*

**In the works phase (subdivided into three (03) phases), the services expected from the ACA concern:**

**2) *STEP N°1 STUDIES MOE : Preliminary to the good start of the works.***

- To follow all the studies in AMO with ADC for the missions of studies of the MOE, by helping ADC to emit opinions on the documents of studies produced: feasibility study, APs, APD, PRO, DCE and invitation to tender.
- To ensure a support of ADC for the follow-up, the supervision and the coordination of the execution of the missions of MOE, CSPS and BCQ.
- Participate in the framework of a consultation with all the operational actors of the airport exploitation management, the company (ies) of the works, the MOE, the CSPS mission and the BCQ in the presentation and the consolidation of the General Plan of Coordination of the building site (PGC), the Plan of Prevention of the Risks (PPR), the modes and messages of communication to the attention of the users during the execution of the works;
- Participate under the coordination of the CSPS mission and in relation with the works company(ies), the MOE, the BCQ and the Operational Management Unit of the project during the works phase, in the elaboration of the Risk Impact Studies Report on the safety of the airport operation;
- Participate in the site inspection carried out by the CSPS with the selected company(ies), the EMO, the QCO and the Owner to:
  - ✓ Delimit the perimeter of the building site;;
  - ✓ Mark out the specific danger zones;
  - ✓ Mark out the circulation routes for personnel, vehicles and machines;
  - ✓ Define the locations of sanitary facilities, changing rooms, staff catering premises, parking zones for vehicles and machinery, etc.;

Stop safety and other instructions.

***N.B: The end of phase N°1 is marked by the effective start of the works.***

**3) *PHASE N°2 WORKS: Monitoring, supervision and coordination of the performance of the services of the Project Management (MOE), Safety and Health Protection Coordination (CSPS) and Quality Control Office (BCQ) missions.***

- Ensure the follow-up, the supervision and the coordination of the execution of the services of the missions MOE, CSPS and BCQ;
- Organise and participate in the framework of a Commission of Follow-up and Technical Acceptance in the receptions of the deliverables of the missions MOE, CSPS and BCQ;
- Assist in the Preliminary Acceptance Operations (OPR) of the work. ↵

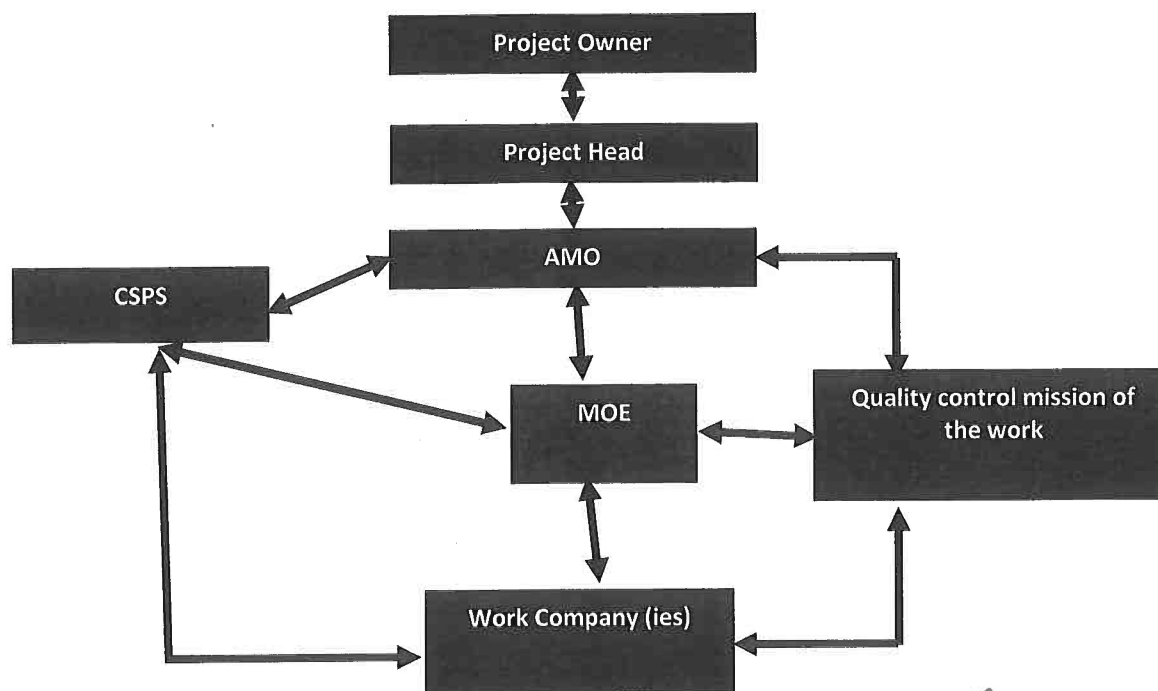
- Verify and take responsibility for the quantities to be taken into account for the MOE, CSPA and BCQ missions, then approve and sign the draft statements of account resulting from the said quantities which will be transmitted to the Contract Engineer;
- Ensure the support of all the operational staff of the Douala International Airport for their gradual adaptation, during the execution of the works, to the new configuration of the passenger terminal as well as for the handling of the equipment and installations of the renovated Terminal until the commissioning of the said Terminal. This support also includes the development, drafting and implementation of new operating procedures.

As part of this instalment, the AMO is required to organize monthly coordination meetings for the execution of intellectual services. These meetings will allow the Contract Engineer to observe the progress of the performance of the services of the MOE, CSPA and BCQ missions. The observations made on this occasion will be the subject of a report jointly signed by all the participants.

Coordination meetings for the execution of intellectual services may also be organised at the explicit request of the Contract Engineer or the Head of Contract Service.

The AMO shall systematically send to the Contract Engineer and Project Head, the Minutes of the coordination meeting signed by all the participants, after each meeting.

The communication plan between the various participants is as follows:



***N.B.: The end of phase N° 2 is marked by the signature of the provisional acceptance of work minutes.***

***4) Phase N° 3 FOLLOW-UP OF THE CONSTRUCTION: Management of the period of Guarantee of Perfect Completion (GPA) of the works.***

- Carry out three (03) audits and evaluation of the operational personnel in accordance with the operating procedures set up for the handling of the newly installed equipment and renovated facilities;
- Proceed with the validation of the work completion file.

***N.B.: The end of phase No. 3 is marked by the signing of the minutes of receipt of the final report of the AMO mission by the Services Acceptance Commission.***

The "Cameroon Airports PLC" (ADC S.A.) invites Applicants to express their interest in providing the Services described above.

This Call for Expressions of Interest is open to Consultants based in the Republic of Cameroon or abroad..

This Call for Expressions of Interest is open to Consultants based in the Republic of Cameroon or abroad.

The eligibility criteria for AFD funding are specified in Article 1.3 of the "Guidelines for Procurement financed by AFD in Foreign States", available online on the AFD website: <http://www.afd.fr>.

Applicants shall submit only one application on their own behalf or as a group. If an Applicant (including a member of a Consortium) submits or participates in more than one application, those applications will be eliminated. However, the same Subcontractor may participate in several applications.

If the Applicant is a member of a Consortium, the Expression of Interest must include

- a copy of the Consortium Agreement entered into by all its members:  
or
- a letter of intent to form a Consortium, signed by all its members and accompanied by a copy of the proposed Consortium agreement.

In the absence of this document, the other members will be considered as Subcontractors.

Subcontractors' references and qualifications are not considered in the evaluation of applications.

Interested Applicants shall provide information demonstrating that they are qualified and experienced to perform the Services. In this regard, they shall provide evidence of recent and similar references.

The similarity of the references will be analyzed according to:

- The size of the contracts;
- The nature of the Project Management Assistance Services;
- The field and the technical expertise in project management assistance for the construction and/or rehabilitation of ERP and airport passenger terminals;
- The geographical context, in Cameroon or in the region, in French;

ADC S.A PLC, will also examine the relevance of the Expressions of Interest according to the following criteria:

**A- For candidates whose head office is in Cameroon:**

- a) A declaration of interest indicating: the firm's name, the address of the head office and the powers delegated to the signatory, if applicable;
- b) A certificate of non-bankruptcy;
- c) A certificate of no royalties;
- d) A Trade register ;
- e) Taxpayer's card or certificate of registration;
- f) A certificate of direct debit;
- g) A certificate of non-exclusion from public contracts;
- h) Valid ISO 9001 certification ;
- i) References for recent and similar services;
- j) The quality of the personnel;
- k) Material ressources.

*In the event of a consortium, each member of the consortium must present a complete administrative file; documents a), f) and h) being only presented by the agent of the grouping if necessary.*

**B- For Applicants whose head office is located abroad:**

- a) A declaration of interest indicating: the firm's name, the address of the head office and the powers delegated to the signatory, if applicable;
- b) A certificate of non-bankruptcy;
- c) The K-bis extract
- d) The certificate of tax regularity;
- e) A certificate of bank domiciliation of the structure, issued by a first class bank abroad;
- f) Subcontract with a local consultant (BET) for the international consultant who is not in a group with a local BET; 

- g) Valid ISO 9001 Certification ;
- h) References for recent and similar services;
- i) The qualifications of the personnel;
- j) Material resources.

*In the event of a consortium, each member of the consortium must present a complete administrative file; documents a), f) and h) being only presented by the agent of the grouping if necessary.*

**Nota Benne :**

- (1) In case of grouping, the consultant shall have to produce a Consortium agreement which shall formally designate the representative;
- (2) The absence or non-validity of any of the above documents shall result in the elimination of the candidate;
- (3) Consortium between local and foreign consultants are encouraged. In this case, the Contractor will produce the valid ISO 9001 Certification.

In the case of a grouping, its representative as well as any member having its headquarters outside the Client's country must meet each of these criteria.

An application that does not meet any of these requirements will be rejected. ADC S.A. will draw up a short list of a maximum of six (6) Candidates, pre-selected on the basis of the applications received, to whom it will send the Request for Proposals for the performance of the required Services

Each expression of interest written in French or English in **seven (07) copies of which one (01) original and six (06) copies** marked as such, plus the electronic version, shall reach the Department of Administrative Management of Contracts of the Cameroon Airport PLC, (ADC S.A P), door 0104, located at the Yaounde-Nsimalen International Airport, no later than **12:00 noon**, on later than 27 / 12 / 2022, and shall be marked as follows:

**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST**

N° 005 /AMII/ADC/2022 of 06 / 12 /2022

**FOR PROJECT MANAGEMENT ASSISTANCE FOR THE RENOVATION,  
THE PASSENGER TERMINAL, DOUALA INTERNATIONAL AIRPORT  
(RAP-AID PROJECT))**

"To be opened only at the opening session".

Candidates may obtain additional information from the Directorate General of **ADC S.A PLC.**, located at the Yaounde Nsimalen International Airport, in the offices of the Project Manager at the following e-mail address: [emmanuel.sime@adcsa.aero](mailto:emmanuel.sime@adcsa.aero) with an e-mail copy at the following address: [dg.sec@adcsa.aero](mailto:dg.sec@adcsa.aero). Telephone numbers: (+237) 222 23 45 21/ (+237) 222 23 36 02, Fax number: (+237) 222 23 45 20.

Yaounde, the

05 DEC 2022

THE GENERAL MANAGER

Duplicate

- Board of Directors ADC S.A;
- MINMAP;
- ARMP;
- CT3 (for information);
- DX.DLA (for posting);
- Department of Administrative Management
- Management Department (for archiving);
- Mail Service (for posting);
- ADC SA website ([www.adcsa.aero](http://www.adcsa.aero)).



Thomas Owona. Nsimou

**Annexe à la Manifestation d'Intérêt**  
**(A fournir signée avec la candidature, sans modification du texte)**

**Déclaration d'intégrité, d'éligibilité et de responsabilité  
environnementale et sociale**

Intitulé de l'offre ou de la proposition \_\_\_\_\_ (le "Marché")

A : \_\_\_\_\_ (le "Maître d'Ouvrage")

1. Nous reconnaissons et acceptons que l'Agence Française de Développement (l'"AFD") ne finance les projets du Maître d'Ouvrage qu'à ses propres conditions qui sont déterminées par la Convention de Financement qui la lie directement ou indirectement au Maître d'Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien de droit entre l'AFD et notre entreprise, notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants. Le Maître d'Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du processus de passation des marchés et de leur exécution. Selon qu'il s'agit de marchés de travaux, de fournitures, d'équipements, de prestations intellectuelles (consultants) ou d'autres prestations de services, le Maître d'Ouvrage peut également être dénommé Client ou Acheteur.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement, ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'un des cas suivants :
  - 2.1 Être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire, de sauvegarde, de cessation d'activité, ou être dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature ;
  - 2.2 Avoir fait l'objet :
    - a) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée dans le pays de réalisation du Marché, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle condamnation, nous disposons de la possibilité de joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
    - b) D'une sanction administrative prononcée depuis moins de cinq ans par l'Union Européenne ou par les autorités compétentes du pays dans lequel nous sommes établis, pour fraude, corruption ou tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché (dans l'hypothèse d'une telle sanction, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette sanction n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;

- c) D'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée, pour fraude, corruption ou pour tout délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par l'AFD ;
  - 2.3 Figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne et/ou la France, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité internationales ;
  - 2.4 Avoir fait l'objet d'une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché antérieur, sous réserve que cette sanction n'ait pas fait l'objet d'une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;
  - 2.5 N'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement de nos impôts selon les dispositions légales du pays où nous sommes établis ou celles du pays du Maître d'Ouvrage ;
  - 2.6 Être sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et figurer à ce titre sur la liste publiée à l'adresse électronique <http://www.worldbank.org/debarr> (dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente Déclaration d'Intégrité les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du Marché) ;
  - 2.7 Avoir produit de faux documents ou s'être rendu coupable de fausse(s) déclaration(s) en fournissant les renseignements exigés par le Maître d'Ouvrage dans le cadre du présent processus de passation et d'attribution du Marché.
3. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement ni de nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, n'est dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
- 3.1 Actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlée par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction.
  - 3.2 Avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre des services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de passation du Marché ou la supervision du Marché en résultant, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'AFD et résolu à sa satisfaction ;
  - 3.3 Contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire ou consultant, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire ou consultant, recevoir d'un autre soumissionnaire ou consultant ou attribuer à un autre soumissionnaire ou consultant directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire ou consultant, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire ou consultant

- nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres ou propositions respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
- 3.4 Être engagé pour une mission de prestations intellectuelles qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 3.5 Dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux, fournitures ou équipements :
- a) Avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plans, calculs et autres documents utilisés dans le cadre de la procédure de passation du Marché ;
  - b) Être nous-mêmes, ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision ou le contrôle des travaux dans le cadre du Marché.
4. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, pour participer à une procédure de mise en concurrence, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.
5. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'AFD, tout changement de situation au regard des points 2 à 4 qui précèdent.
6. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :
- 6.1 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
  - 6.2 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvre déloyale (action ou omission) contraire à nos obligations légales ou réglementaires et/ou nos règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.
  - 6.3 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à (i) toute Personne détenant un mandat législatif, exécutif, administratif ou judiciaire au sein de l'Etat du Maître d'Ouvrage, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre Personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre Personne définie comme agent public dans l'Etat du Maître d'Ouvrage, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse

ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- 6.4 Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas, directement ou indirectement, à toute Personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre Personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte en violation de ses obligations légales, contractuelles ou professionnelles.
- 6.5 Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché au détriment du Maître d'Ouvrage et, notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
- 6.6 Nous-mêmes, ou l'un des membres de notre groupement, ou l'un des sous-traitants n'allons pas acquérir ou fournir de matériel et n'allons pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.
- 6.7 Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement, en cohérence avec les lois et règlements applicables au pays de réalisation du Marché. En outre, nous nous engageons à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont indiquées dans le plan de gestion environnementale et sociale fourni par le Maître d'Ouvrage.
7. Nous-mêmes, les membres de notre groupement, nos fournisseurs, entrepreneurs, consultants et sous-traitants, autorisons l'AFD à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et à l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par l'AFD.

Nom : \_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer pour et au nom de<sup>1</sup> : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

En date du : \_\_\_\_\_

<sup>1</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.

## Annex to the Expression of Interest

(To be provided signed with the application, without modification of the text)

### Statement of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility

Title of tender or proposal \_\_\_\_\_ (the "Contract")

To : \_\_\_\_\_ (the "Project Owner")

8. We acknowledge and accept that the French Development Agency (the "AFD") only finances the Project Owner's projects under its own conditions which are determined by the Financing Agreement which binds it directly or indirectly to the Project Owner. Consequently, there can be no legal relationship between AFD and our company, our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors. The Project Owner maintains exclusive responsibility for the preparation and implementation of the procurement process and its execution. Depending on whether it concerns contracts for works, supplies, equipment, intellectual services (consultants) or other services, the Contracting Authority may also be referred to as Client or Buyer.
9. We certify that we are not, and that none of the members of our association, nor of our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, are in any of the following cases:
- 2.1 Be in a state or have been the subject of bankruptcy, liquidation, judicial settlement, safeguard, cessation of activity, or be in any analogous situation resulting from a procedure of the same nature;
- a. Have been subject
- d) A conviction pronounced less than five years ago by a judgment which has the force of res judicata in the country where the Contract is carried out, for fraud, corruption or any offence committed in the context of the award or performance of a contract ( in the event of such a condemnation, we have the option to attach to this Declaration of Integrity, additional information which shall allow us to consider that this condemnation is not relevant in the context of the Contract);
  - e) An administrative sanction imposed less than five years ago by the European Union or by the competent authorities of the country in which we are established, for fraud, corruption or any offence committed in the context of the award or execution of a contract (in the event of such a sanction, we may attach to this Statement of Integrity additional information that would allow us to consider that this sanction is not relevant in the context of the Contract);
  - f) A conviction pronounced less than five years ago by a judgment which has the force of res judicata, for fraud, corruption or for any offence committed in the context of the award or execution of a contract financed by AFD;

- 2.3 Appear on the lists of financial sanctions adopted by the United Nations, the European Union and/or France, in particular with regard to the fight against the financing of terrorism and against attacks on international peace and security;
  - 2.4 Having been the subject of a termination pronounced to our exclusive fault during the last five years due to a serious or persistent breach of our contractual obligations during the performance of a previous contract, provided that this sanction has not been the subject of a dispute on our part in progress or have given rise to a court decision invalidating the termination at our sole fault;
  - 2.5 Not having fulfilled our obligations relating to the payment of our taxes according to the legal provisions of the country where we are established or those of the country of the Project Owner;
  - 2.6 Be subject to a decision of exclusion pronounced by the World Bank and appear as such on the list published at the electronic address <http://www.worldbank.org/debarr> (in the event of such exclusion decision, we may attach to this Declaration of Integrity additional information that shall permit us to assume that this exclusion decision is not relevant in the context of the Contract);
  - 2.7 Have produced fraudulent documents or been guilty of false statement(s) in providing the information required by the Client as part of this contract award process.
10. We certify that we are not, and that none of the members of our consortium or our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, are in any of the following conflict of interest situations:
- 3.1 Shareholder controlling the Project Owner or subsidiary controlled by the Project Owner, unless the resulting conflict has been brought to the attention of AFD and resolved to its satisfaction.
  - 3.2 Have a business or family relationship with a member of the Project Owner, involved in the procurement process or the supervision of the resulting Contract, unless the resulting conflict has been brought to the attention of the AFD and resolved to its satisfaction;
  - 3.3 Control or be controlled by another bidder or consultant, be under the control of the same company as another bidder or consultant, receive from another bidder or consultant or award to another bidder or consultant directly or indirectly subsidies, have the same legal representative as another tenderer or consultant, maintain direct or indirect contact with another tenderer or consultant allowing us to have and give access to the information contained in our respective tenders or proposals, to influence them, or to influence the decisions of the Client;
  - 3.4 Hired for a mission of intellectual services which, by its nature, may prove to be incompatible with our missions on behalf of the Project Owner; 

- 3.5 In the case of a procedure having as its object the award of a works, supplies or equipment contract:
- c) Have prepared ourselves or have been associated with a consultant who has prepared specifications, plans, calculations and other documents used in the framework of the procurement process ;
  - d) Be ourselves, or one of the firms with which we are affiliated, recruited, or to be recruited, by the Project Owner to carry out the supervision or control of the works under the Contract.
11. If we are a public institution or a public company, to participate in a competition procedure, we certify that we enjoy legal and financial autonomy and that we are managed according to the rules of commercial law.
12. We undertake to communicate without delay to the Project Owner, who will inform AFD, of any change in the situation with regard to points 2 to 4 above.
13. In connection with the award and execution of the Contract :
- 6.1 We have not and will not commit any unfair maneuver (action or omission) intended to deliberately deceive others, intentionally conceal matters from them, surprise or vitiate their consent, or cause them to breach legal or regulatory obligations and/or violate their internal rules in order to obtain an improper benefit.
  - 6.2 We have not and will not commit any unfair maneuver (action or omission) contrary to our legal or regulatory obligations and/or our internal rules in order to obtain an improper benefit.
  - 6.3 We have not promised, offered, or granted, and will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to (i) any Person holding a legislative, executive, administrative or judicial office in the Project Owner's State, whether appointed or elected, whether permanent or not, whether paid or not, and regardless of their level of authority (ii) any other Person who performs a public function, including for a public agency or public enterprise, or who provides a public service, or (iii) any other Person defined as a public agent in the Project Owner's State, an undue advantage of any kind, for himself or herself or another person or entity, so that he or she may perform or refrain from performing any act in the exercise of his or her official duties.
  - 6.4 We have not promised, offered or granted and we will not promise, offer or grant, directly or indirectly, to any Person who directs a private sector entity or works for such an entity, in any capacity, a benefit improper of any kind, for itself or for another person or entity, so that it performs or refrains from performing an act in violation of its legal, contractual or professional obligations.
  - 6.5 We have not and will not engage in any activity that would influence the procurement process to the detriment of the Project Owner, including, without limitation, any anti-competitive practice that has the purpose or effect of preventing, restricting, or distorting competition, including,

without limitation, restricting access to the Contract or the free exercise of competition by other firms.

6.6 We, or one of the members of our grouping, or one of the subcontractors will not acquire or supply equipment and will not operate in sectors under embargo by the United Nations, the European Union, or France.

6.7 We undertake to respect and to ensure that all our subcontractors respect the environmental and social standards recognized by the international community, amongst which are the fundamental conventions of the International Labour Organisation (ILO) and the international conventions for the protection of the environment, following the laws and regulations applicable in the country where the Contract is carried out. In addition, we undertake to implement environmental and social risk mitigation measures where indicated in the environmental and social management plan provided by the Project Owner.

14. We, the members of our consortium, our suppliers, contractors, consultants and subcontractors, authorize AFD to examine the documents and accounting records relating to the award and performance of the Contract and to submit them for verification to auditors appointed by AFD.

Name: \_\_\_\_\_ As : \_\_\_\_\_

Duly authorized to sign for and on behalf of<sup>2</sup> : \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

As from : \_\_\_\_\_

<sup>2</sup> En cas de groupement, inscrire le nom du groupement. La personne signant l'offre, la proposition ou la candidature au nom du soumissionnaire, le consultant ou le candidat joindra à celle-ci le pouvoir confié par le soumissionnaire, le consultant ou le candidat.